

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/IG/W/41

22 octobre 2001

(01-5173)

Comité des pratiques antidumping
Groupe informel de l'anticonournement

Original: anglais

THÈME 2: CE QUE FONT LES MEMBRES QUI SONT CONFRONTÉS À CE QU'ILS CONSIDÈRENT ÊTRE UN CONTOURNEMENT

Réponses des États-Unis aux questions complémentaires de Hong Kong, Chine¹

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 18 octobre 2001.

"Représentativité" de la branche de production nationale (Question n° 2)

Question n° 1

Selon l'article 5.4 de l'Accord antidumping, l'autorité chargée d'une enquête doit respecter, lors de l'ouverture d'une enquête antidumping, les prescriptions en matière de représentativité de la branche de production nationale. Nous notons que le Département du commerce des États-Unis ne tient compte de demandes d'ouverture d'enquêtes anticonournement que si elles émanent d'entités reconnues, en vertu de la législation américaine, comme étant des parties intéressées nationales concernées par l'allégation de contournement. À cet égard, nous voudrions savoir si les autorités américaines chargées de l'enquête sont tenues de procéder à une évaluation quantitative de la représentativité des parties intéressées nationales présentant la demande d'ouverture d'une enquête anticonournement. Par exemple, la demande doit-elle être soutenue par un pourcentage déterminé de l'ensemble des parties intéressées nationales?

Réponse

En vertu de la législation américaine, une enquête anticonournement n'est pas une enquête nouvelle, mais une enquête visant à déterminer si des produits importés sont considérés à juste titre comme entrant dans le champ d'application d'une ordonnance en vigueur instituant un droit antidumping. Dans ces conditions, aucune vérification du soutien de la branche de production n'est requise ou opportune. Cependant, les règles applicables (19 CFR 351.225 c) 1)) exigent qu'une demande d'enquête soit présentée par une partie intéressée.

¹ G/ADP/IG/W/39.

Ouverture d'office d'une enquête anticontournement (Question n° 3)

Question n° 2

Nous notons que le Département du commerce des États-Unis n'a ouvert d'office une enquête anticontournement qu'une seule fois, et que cette enquête était en cours en octobre 2000. Y a-t-il eu quelque progrès depuis octobre 2000?

Réponse

À ce jour, l'enquête anticontournement est toujours en cours. L'information fournie par le producteur en cause est à l'étude et une détermination préliminaire devrait intervenir prochainement.

Vérifications sur place (question n° 6)

Question n° 3

Puisque les autorités américaines peuvent procéder à des vérifications sur place, nous voudrions savoir plus précisément si le Département du commerce des États-Unis est tenu, en vertu de la législation américaine, de respecter les procédures de vérification sur place énoncées à l'article 6.7 et à l'Annexe I de l'Accord antidumping.

Réponse

Toute vérification sur place menée à l'occasion d'une enquête anticontournement serait pleinement compatible avec la totalité des dispositions des lois et règlements américains qui traitent des vérifications sur place. Ces lois et règlements sont eux-mêmes parfaitement conformes à toutes les obligations découlant de l'Accord antidumping.

Détermination de l'existence d'un dommage par la Commission du commerce international (ITC) (question n° 7)

Question n° 4

Nous notons que le Département du commerce des États-Unis notifie à l'ITC son intention d'établir une détermination incluant le ou les produits visés par une enquête anticontournement dans le champ d'application de l'ordonnance en matière de droits antidumping. Nous voudrions savoir à quel stade l'ITC participerait à l'enquête anticontournement. Pour nous permettre de mieux comprendre le rôle de l'ITC dans le processus d'enquête, les États-Unis pourraient-ils citer des exemples concrets d'enquêtes anticontournement illustrant la manière dont l'ITC procède à son analyse pour déterminer si un "problème d'une difficulté notable en ce qui concerne le dommage" se pose?

Réponse

Le Département du commerce notifie à l'ITC toutes les déterminations positives préliminaires de l'existence d'un contournement. Après cette notification, l'ITC peut demander des consultations avec le Département du commerce concernant l'inclusion. Toutefois, dans les rares cas où le Département du commerce a présenté à l'ITC ses déterminations préliminaires positives, y compris les faits sur lesquels ces déterminations s'appuient, l'ITC a renoncé à demander des consultations.

Durée habituelle d'une enquête anticontournement (question n° 9)

Question n° 5

En ce qui concerne la durée habituelle d'une enquête anticontournement, nous aimerions connaître les raisons pour lesquelles le délai imparti pour achever une enquête anticontournement pourrait être inférieur à celui qui est nécessaire pour mener à bien l'enquête initiale antidumping. Est-ce parce que le nombre des parties qui pourraient être reconnues comme parties intéressées est moins important dans une enquête anticontournement, ou parce que moins de temps est nécessaire/prescrit pour que les parties intéressées présentent des renseignements/des vues?

Réponse

Bien qu'une enquête anticontournement soit souvent plus courte qu'une enquête antidumping, elle peut durer presque aussi longtemps que beaucoup d'autres. Normalement, une enquête anticontournement demande moins de temps parce qu'elle est ciblée sur un objectif beaucoup plus étroit. Souvent, elle fait intervenir très peu de producteurs, voire un seul. En outre, ce genre d'enquête porte non pas sur une gamme étendue de marchandises, mais sur des produits précis dont il est allégué qu'ils contournent une ordonnance instituant un droit antidumping. Par ailleurs, il n'est pas nécessaire dans ce genre d'enquête de rassembler, vérifier et analyser une masse de données sur les prix et les coûts. La question à régler consiste à savoir si les produits en question sont considérés à juste titre comme entrant dans le champ d'application d'une ordonnance. S'il est déterminé qu'il y a bien contournement et que par conséquent ces produits tombent sous le coup d'une ordonnance, la détermination de l'étendue du dumping auquel ils donnent lieu se fait lors d'examens annuels ultérieurs conduits à cet effet.
